

ACTION URGENTE

ANGOLA. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ET UN JOURNALISTE INCULPÉS

Le défenseur des droits humains Rafael Marques de Morais et le journaliste Mariano Brás Lourenço ont été inculpés de diffamation à l'égard d'une autorité publique et d'outrage à un organe souverain en raison d'un article qu'ils ont publié au sujet de l'acquisition douteuse d'un terrain public par le procureur général. Ces deux charges sont passibles respectivement d'un et trois ans d'emprisonnement.

Rafael Marques de Morais est un défenseur des droits humains, un journaliste d'investigation récompensé et le rédacteur de Maka Angola, un média en ligne. Il a écrit et publié sur ce site Internet un article dans lequel il dénonçait l'acquisition douteuse d'un terrain public par le procureur général. **Mariano Brás Lourenço** est journaliste et rédacteur du journal angolais *O Crime*. Il y a publié l'article de Rafael Marques de Morais, auquel il a ajouté des observations personnelles.

Le 20 juin, les deux hommes cités ont été inculpés de diffamation à l'égard d'une autorité publique (peine maximale d'un an d'emprisonnement) et d'outrage à un organe souverain (peine maximale de trois ans d'emprisonnement), cette dernière infraction étant considérée comme une atteinte à la sûreté de l'État.

Critiquer des institutions publiques quelles qu'elles soient, y compris des organes relevant du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire, ainsi que des représentants de l'État, est un droit. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a appelé les États à ne pas interdire ces critiques. Les représentants de l'État doivent faire preuve d'un plus haut degré de tolérance face à la critique que les personnes privées.

Dans l'hypothèse où Rafael Marques de Morais et Mariano Brás Lourenço seraient emprisonnés, Amnesty International les considérerait comme des prisonniers d'opinion étant donné que les charges retenues contre eux sont sous-tendues par des considérations politiques et sont liées à l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression. Ces accusations sont aussi une manœuvre des autorités pour dissuader la critique.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en portugais, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités angolaises à abandonner immédiatement toutes les charges retenues contre Rafael Marques de Morais et Mariano Brás Lourenço, étant donné qu'ils ont été inculpés uniquement pour avoir exercé, pourtant de manière pacifique, leur droit à la liberté d'expression ;
- appelez-les à mettre fin aux actes de harcèlement et d'intimidation à l'encontre de ceux qui expriment pacifiquement leur avis, et à faire respecter le droit à la liberté d'expression ;
- engagez-les à abroger toutes les lois qui limitent indûment la liberté d'expression.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 AOÛT 2017 À :

Ministre de la Justice et des Droits humains

Rui Jorge Carneiro Manguera
Ministry of Justice and Human Rights
Rua 17 de Setembro, No 32
CP 1986

Luanda, Angola

Courriel : rui.manguera@minjus.gov.ao

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Angola dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous : Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ANGOLA. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ET UN JOURNALISTE INCULPÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Comité des droits de l'homme des Nations unies est un organe composé d'experts indépendants et chargé de surveiller la mise en œuvre d'un traité relatif aux droits humains, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auquel l'Angola est partie et a l'obligation légale de se conformer. Au titre de son observation générale n° 34, « les États parties ne doivent pas interdire la critique à l'égard d'institutions », ce qui inclut différents types d'organismes publics, notamment les institutions législatives, exécutives et judiciaires. Le Comité des droits de l'homme a également déclaré que le fait de harceler, d'intimider ou de stigmatiser des personnes en raison de leurs opinions, et notamment le fait de les arrêter, de les placer en détention, de les juger ou de les emprisonner représente une violation du PIDCP.

Les autorités angolaises ont pour habitude de réprimer la dissidence avec violence. Amnesty International a montré que les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique avaient été restreintes illégalement en Angola dans son rapport (en anglais) intitulé *Punishing Dissent: Suppression of Freedom of Association and Assembly in Angola* (AFR 12/004/2014). Plusieurs détracteurs du gouvernement du président José Eduardo dos Santos ont été victimes d'homicides illégaux, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Bien que les droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique soient clairement inscrits dans la Constitution angolaise et dans plusieurs traités internationaux que l'Angola a signés et ratifiés, ils continuent d'être bafoués.

Pour en savoir plus sur les poursuites dont Rafael Marques de Morais a déjà fait l'objet, veuillez vous référer au document suivant (en anglais) : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr12/1840/2015/en/>.

Nom : Rafael Marques de Morais et Mariano Brás Lourenço
Hommes

AU 155/17, AFR 12/6619/2017, 30 juin 2017